

« NKM, défenseure de la Terre »

Nathalie Kosciusko-Morizet relance le projet d'une "organisation mondiale de l'environnement" à quelques mois du sommet de la Terre. Une conférence internationale est organisée mardi à Paris.

Quel rôle veut jouer la France sur les questions mondiales d'environnement ?

Nous nous battons pour que le sommet Rio+20 ne soit pas un enterrement de première classe de la grande espérance que le premier sommet de la Terre avait suscitée en 1992 dans le milieu écolo : nous voudrions qu'il soit le lancement d'une nouvelle dynamique. Aujourd'hui, on est dans un moment de doute. Nous voulons mettre un coup de collier et créer une Organisation mondiale de l'environnement.

Pourquoi maintenant ?

On a déjà essayé par le passé et on n'a pas réussi. Mais aujourd'hui, on a plus de soutiens que jamais. En 2007, quand Jacques Chirac avait lancé une première initiative, une soixantaine de pays étaient motivés. Actuellement, il y en a plus d'une centaine. A l'époque, la France aurait volontiers créé un système adhoc, sur le modèle de l'Organisation mondiale du commerce, qui a un organe de règlement des différends et qui peut mettre en place des sanctions. Mais on ne peut pas obtenir une majorité sur un tel système. Nous proposons donc de construire une structure sous l'égide du Programme des Nations unies sur l'environnement. Cela paraît un peu moins révolutionnaire, mais, du coup, ça a une chance de marcher. On essaie de construire brique par brique.

Si elle n'est pas dotée d'instruments juridiques, ne craignez-vous pas que cette OME soit une coquille vide ?

Aujourd'hui, il y a des centaines d'accords sur l'environnement, de secrétariats partout à travers le monde. C'est une débauche de moyens, et il n'y a aucune puissance. Rien qu'en les réunissant dans un espace d'accueil, on crée un lieu de pression au niveau mondial, une caisse de résonance pour les grandes problématiques. Après, j'aimerais qu'on évolue dans un deuxième temps vers quelque chose d'institutionnellement plus puissant, qui lutte contre le dumping écologique et puisse imposer des sanctions.

A quelle échéance voulez-vous que cette OME voie le jour ?

Mon rêve, c'est que l'une des conclusions de Rio+20 soit le calendrier de négociation de la mise en place de l'OME. Il pourrait être de deux ans.

Comment cela aurait-il un impact sur la vie quotidienne des Français ?

Dans quelles conditions a été produit le café que vous buvez le matin ? L'Organisation mondiale du commerce ne tient pas compte de la manière dont sont fabriquées les choses : elle ne fait pas de différence entre un produit constitué de substances chimiques et un autre fabriqué de manière impeccable du point de vue de l'environnement. Résultat, vous pouvez être vertueux pour vous-même, mais à un moment vos industries partent ailleurs, là où on produit moins cher avec le moins de normes possible. On a donc tout intérêt à ce qu'il y ait des normes environnementales partagées par tous. Pour la planète mais aussi pour l'économie.

Quels sont les pays les plus réticents ?

Les pays émergents, qui y voient un frein à la croissance. Les pays les moins avancés étaient assez réticents, mais c'est eux qu'on est en train de convaincre en leur disant qu'ils sont les premières victimes d'un développement sans normes.

Comment évaluez-vous le bilan écologique de Nicolas Sarkozy ?

J'appelle les Français à juger sur les faits. Est-ce que vous vous souvenez d'une seule chose qui vous ait marqués en matière d'écologie sous le gouvernement de Lionel Jospin ? Le bilan de cette mandature, avec le Grenelle de l'environnement, est d'une ampleur jamais vue.

Mais ce dernier a été critiqué par les associations...

Le Grenelle, c'est un programme de transformation de l'économie et de la société. Certains engagements ont parfois des objectifs pour 2020. Donc ce n'est pas du tout fini. Qu'il y ait une déception sur tel ou tel aspect, comme le bio, c'est possible. Mais en termes de bilan global, c'est une réussite incontestée et incontestable.